



# POINT DE REPÈRE

Conseil Régional de Lorraine - La Lettre du Groupe Socialiste

www.groupeps-crlorraine.info

Avril 2006 - N° 61 - 1,50 €

POINT

■ **Budget** - Un budget maîtrisé qui respecte les engagements des élus socialistes. ————— page 2

■ **Zoom sur...**  
Annie VILLA :  
Conseillère Régionale et Conseillère déléguée à la vie associative. ————— page 3

■ **Repères** - Biocarburant, Schlamms, Grippe aviaire ————— page 3

■ **Portrait**  
Christian FRANQUEVILLE  
Vice-président chargé des interventions économiques en faveur de l'agriculture, de l'industrie forestière et de l'industrie alimentaire. ————— page 4

*"privilégier le développement et l'avenir, expliquer notre engagement"*



EDITO

## Oui, il faut parler.

Un lecteur (assidu ?) me reprochait de beaucoup critiquer le gouvernement actuel, de tarder dans nos propositions pour la Région. Je le renvoie au vote du budget du Conseil Régional que j'ai présenté en séance plénière le 16 février dernier.

Il verra dans ce budget (approuvé largement par la majorité régionale et auquel même une composante de l'opposition régionale a trouvé beaucoup de vertus) l'effort sans précédent fait pour les lycées, pour la formation, le développement économique, les transports et l'aide conséquente à la vie associative (+ 21%). Celle-ci sera favorisée par notre majorité afin de lui permettre de «survivre» face au désengagement massif de l'Etat et à la mauvaise considération de certains membres de l'UMP Lorraine, pour qui les associations sont des «bouffepognon»...

Depuis de nombreux mois, la zone rouge est franchie, il est de notre rôle d'alerter l'opinion.

- Lorsque la jeunesse est maltraitée par le gouvernement, **faut-il se taire ?**
- Lorsque la politique du gouvernement a des conséquences sur la vie régionale, **faut-il se taire ?**
- Lorsque l'Etat, pour la première fois, fait rembourser aux entreprises, par les collectivités territoriales, le trop perçu d'une limitation fiscale qu'il impose, **faut-il se taire ?**
- Lorsque cette décentralisation mal faite met en difficulté les régions, (le Président UMP du Conseil Régional d'Alsace le dénonce également), **faut-il se taire ?**
- Etc, etc. La liste serait longue à développer ici.

Nous, socialistes, ne cessons de dénoncer ces errements, et tant d'autres, tout en continuant, au niveau de la Région, à **privilégier le développement et l'avenir de la Lorraine**, à expliquer notre engagement à ne laisser personne au bord du chemin.

**Jean-Pierre LIOUVILLE**  
Président du Groupe Socialiste

# UN BUDGET MAÎTRISÉ QUI RESPECTE LES ENGAGEMENTS DES ÉLUS SOCIALISTES.

Le premier budget de la nouvelle majorité en 2005 annonçait une remise à plat des prérogatives de l'institution régionale, rompant avec l'immobilisme et le conservatisme qui préfiguraient jusqu'alors. L'objectif principal était de se rapprocher de chaque lorrain en créant un lien avec lui et ne laisser personne sur le côté.

Avec celui de 2006, nous entrons dans une nouvelle phase : l'accentuation des actions initiées en 2005 (TER, lycées, formations, ...), avec, en parallèle, une attention renforcée des élus pour chaque territoire, mais aussi la construction d'un projet ambitieux de développement pour la Lorraine. Ayant pour objectif « Réussir son avenir en Lorraine », ce budget inscrit délibérément notre région dans la société de l'innovation et de la formation. Un cap a été fixé, il y a deux ans, devant les électeurs, avec des engagements précis et cohérents. Nous n'en dérivons pas.

**Il suffit pour cela d'observer les chiffres des sept axes stratégiques élaborés dans le cadre de ce budget :**

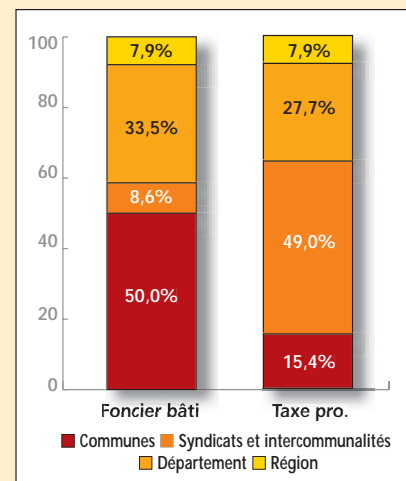
- **Innovation et recherche** : en forte augmentation avec +76% par rapport à 2005
- **Accompagnement du développement économique** : +23%
- **Education et formation** : très forte augmentation de +36% (39% du budget du Conseil Régional)
- **Aménagement du territoire et infrastructures** : +2,56% (augmentation substantielle mais qui représente des montants colossaux liés aux infrastructures - par exemple, le TER) / 44% du budget du Conseil Régional
- **Lien social** : +32,2%, dont 21% en direction des associations (laissées pour compte suite au désengagement de l'Etat)
- **Relations interrégionales et européennes** : +7,3%
- **Image et notoriété de la Lorraine** : poursuite et accentuation des actions

Les détracteurs du budget ne retiendront que l'augmentation de la fiscalité de 7,7% (ce taux se situe au-dessous de la moyenne des autres régions).

Cela représente 9,5 M€ de recettes supplémentaires. Mais, car il y a un mais. Le principe d'autonomie des collectivités locales est inscrit dans la constitution. **L'Etat passe outre et invente par le biais d'une réforme de la taxe professionnelle un ticket modérateur estimé à 5,8M€, somme que nous devons rembourser dans 2 ans (2008) aux entreprises plafonnées en lieu et place de l'Etat ! C'est donc un impôt au profit de l'Etat que nous prélevons**, le résultat net n'est que de 3,7 M€ pour le Conseil Régional. Merci aux parlementaires lorrains qui ont voté cette réforme !

Le budget de la Région s'élève à 838 M€, en hausse de 16,33 % par rapport au budget 2005 (le budget, ainsi que les interventions des élus socialistes, sont présentés en intégralité sur le site du groupe socialiste : [www.groupeps-crlorraine.info](http://www.groupeps-crlorraine.info)).

**Le poids de la fiscalité régionale :**



Elle représente une contribution moyenne supplémentaire de 4,39 € par contribuable (sachant que 56% d'entre eux seulement y sont assujettis) pour le foncier bâti. Rappelons ici que **les locataires ne paient pas d'impôts régionaux**. Vous pouvez comparer ce montant avec ce que représente la baisse des tarifs Métrolor, l'augmentation de la carte à puce des lycéens en faveur du sport et de la culture ...



Le site internet du groupe socialiste au Conseil Régional permet à tous les lorrains connectés de mieux connaître les élus du groupe, de suivre les grands dossiers, de prendre connaissance, en direct, des derniers communiqués.

Inscrivez cette adresse dans vos favoris ou marque-pages :

[www.groupeps-crlorraine.info](http://www.groupeps-crlorraine.info) et bon surf.

**Newsletter** : Vous êtes nombreux à vouloir recevoir la lettre électronique du groupe socialiste, mais quelque fois, ne savez pas comment faire. Pour la recevoir, il vous suffit soit de vous inscrire directement sur notre site ([www.groupeps-crlorraine.info](http://www.groupeps-crlorraine.info)), soit de nous envoyer simplement un mail vide, avec pour objet : « inscription lettre ».

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : ..... ADRESSE : .....  
 PRENOM : ..... CP : ..... VILLE : .....

Souhaite m'abonner à "Point de Repère" - Abonnement : 5 €

Bulletin trimestriel de l'Association  
 LORRAINE SOCIALISTE  
 Groupe Socialiste - Hôtel de Région  
 BP 81004 - 57036 METZ CEDEX 1  
 Téléphone : 03 87 33 62 56  
 Fax : 03 87 32 30 14  
 Directeur de la Publication :  
 Jean-Pierre LIOUVILLE  
 N° Commission Paritaire : 06 07 P 10981  
 imp. Klein - Knutange  
 Mise en page : Infoconseil  
 Dépôt légal : 760 - Prix numéro : 1,50 €  
 Abonnement annuel : 5 €  
 CCP N° 3 892 50 A Nancy  
 Crédit photos : P. BODEZ et GROUPE PS



## Annie VILLA

*Conseillère Régionale*

### Point de Repère :

**La politique, ça ne s'improvise pas, peut-on dire pour vous qu'il s'agit là d'un acte de foi ?**

**Annie Villa :** Vous savez, étant donnée sa connotation, acte de foi n'est pas tout à fait le terme le plus adapté, mais il est difficile d'en trouver un autre. Je suis institutrice, certes, aujourd'hui professeur des écoles ; mais j'ai toujours préféré le premier terme, en référence aux « hussards de la République », défenseurs de la laïcité, du droit pour chacun d'accéder à la connaissance, de la nécessaire égalité des chances pour tous quelque soit son origine sociale, géographique. Je crois que le socialisme est inscrit dans mes gènes : ceux transmis par ma famille, mon père surtout, responsable SFIO, impliquée dans la vie publique locale... J'ai toujours, si je puis dire, baigné dans le débat, l'implication, la volonté d'œuvrer sur le terrain, le besoin d'être en capacité de soutenir les dossiers, de faire avancer les choses. Pour l'élue locale que je suis (adjointe à Neuves-Maisons depuis 1983, au développement économique et social, et vice-présidente à la Communauté de Communes Moselle et Madon), la notoriété, la présence dans les médias ne compte pas. Seul est important l'aboutissement, la concrétisation de dossiers vitaux pour nos concitoyens. Nous nous devons d'être à leur écoute.

### PR : Comment se concrétise votre engagement ?

**Annie Villa :** La cause des femmes me tient particulièrement à cœur. Pas d'engagement dans un mouvement, mais toujours là pour essayer de trouver des solutions aux difficultés. Je reconnais aux mouvements féministes leur utilité pour concrétiser les avancées dans le cadre des droits des femmes. Mais je n'ai jamais souhaité m'investir auprès d'eux, préférant un travail à la base, en direct, pour lutter contre les violences et les injustices faites aux femmes.

La détresse des personnes en difficulté a toujours été une de mes préoccupations. Notre rôle d'élue est d'envisager toutes les formes d'exclusions, d'essayer de les anticiper, d'y remédier quand elles surviennent. Nous nous devons de tout mettre en œuvre

pour soulager les problèmes des exclus. La solidarité devrait mobiliser tout le monde. Dans ce cadre, mon cheval de bataille est la cellule familiale : il faut lui donner toutes ses chances d'exister dans de bonnes conditions, et sans à priori, d'être capable de fabriquer ensemble des choses agréables, en dehors de la difficulté du quotidien. L'accès aux vacances, à la culture, aux loisirs doivent être, par tous les moyens, privilégiés. C'est pourquoi je suis très attachée aux démarches de l'éducation populaire.

### PR : Vous voir confier la délégation « Vie associative » n'est donc pas une surprise pour vous ?

**Annie Villa :** A l'arrivée de l'actuelle majorité aux rênes de l'exécutif, je me suis vue confier la présidence du comité de gestion de la vie associative. C'est une mission enthousiasmante. Je suis fière que notre majorité reconnaisse pleinement le rôle des associations, non seulement dans le souci de la cohésion sociale, mais surtout comme des acteurs économiques incontournables.

A l'heure où l'Etat sacrifie les associations en réduisant, au fil des ans, leurs finances et les précarise en supprimant des mesures indispensables pour elles (emplois jeunes, par exemple), nous nous devons de les soutenir.

Pour ma part, j'apprécie cette responsabilité. Elle me permet de rencontrer des gens extraordinaires qui portent des projets innovants allant tous dans le sens de l'égalité des chances, la lutte contre l'exclusion : que chaque territoire, si rural soit-il, puisse offrir les mêmes services que l'urbain ; que chaque territoire, si défavorisé soit-il, puisse offrir des animations de qualité. L'étude des dossiers montre la créativité, la richesse de ces porteurs de projets. Leur enthousiasme, leur dynamisme ne sont jamais à démontrer. C'est un vrai bain de fraîcheur que de les rencontrer, une bouffée d'air pur qui regonfle le moral. Leur volonté de se battre pour la cause juste est un dénominateur commun avec la Région. Il est normal que nous nous engagions à leurs côtés.

Le nouveau programme **IRéLis** mis en place par le Conseil Régional en est l'illustration.

La cause des femmes, la détresse des personnes et la lutte contre l'exclusion, l'éducation populaire, la laïcité, l'égalité des chances, que de combats qu'il faut mener sans relâche.

Annie Villa ne court pas plusieurs lièvres à la fois par faire-valoir, elle est engagée, simplement.

Elue Régionale depuis 2001, elle est devenue, récemment Conseillère déléguée à la vie associative.



### ■ Biocarburant

Les élus socialistes de la Région ont accueilli avec satisfaction l'autorisation pour INEOS d'augmenter son quota de fabrication de diester de colza à l'usine de Verdun-Baleycourt, portant l'agrément de 40000 à 150000 tonnes par an.

Cette bonne nouvelle pour la Région Lorraine est l'aboutissement de la position unanime des acteurs régionaux et des démarches entreprises en commun par tous les partenaires lorrains pour conforter l'unité d'estérification de Verdun. Les 110 000 tonnes accordées sur les 1 335 000 tonnes de quotas attribués au niveau national, confirment le développement d'INEOS dans la production de biodiester et placent l'entreprise en bonne position pour obtenir 50 000 tonnes complémentaires dans le cadre du nouvel appel à candidature prévue d'ici fin 2006.

### ■ Schlamms

L'issue du bras de fer vient d'être enfin trouvée. Les élus du groupe socialiste du Conseil Régional se réjouissent de la décision que vient de prendre la SNET de privilégier le rail à la route pour le transport des schlamms, de la Houve à l'usine électrique de traitement située à la Centrale E. Huchet de Saint-Avoid. L'intérêt des usagers et la protection de l'environnement ont été pris en compte dans ce choix qui montre, une fois n'est pas coutume, qu'avec force persuasion et arguments solides, il est possible de faire changer d'avis les plus irréductibles.

Toutefois, le maillage ferré du bassin houiller étant très dense et sous utilisé, les élus soutiendront tous les comités qui se formeront pour réduire le nombre de camions, beaucoup trop élevé, qui circulent sur des routes inadaptées (parfois plus de 1600 par jour pour certaines). Ils resteront indéfectiblement attentifs aux préoccupations de tous les habitants.

Le groupe socialiste provoquera, dans les jours qui viennent, une réunion de réflexion, avec tous les acteurs (opérateurs, élus, entreprises) concernés par ce problème de nuisances.



### ■ Grippe aviaire

Inquiets de l'évolution de la situation, les élus ont engagé des visites sur le terrain pour aller à la rencontre des exploitants avicoles.

Christian Franqueville et Rachel Thomas (en charge du secteur agricole) sont très attentifs aux difficultés auxquelles ils doivent faire face et analysent toutes les solutions envisageables qui pourraient les aider à passer cette grave crise. Dès que les directives d'accompagnement seront prises, le groupe socialiste vous informera par voie de presse et de communiqué.



## Christian FRANQUEVILLE

*Vice-président chargé des interventions en faveur de l'agriculture, de l'industrie forestière et de l'industrie alimentaire.*

**Point de Repère :**  
**Un petit retour en arrière n'est pas inutile si l'on veut comprendre vos convictions et votre détermination.**

**Christian Franqueville :** Issu d'une famille nombreuse, comme on disait à l'époque, avec 5 frères et sœurs, j'ai du entrer dans la vie active à 14 ans, car ma mère était seule pour nous élever. Pays rural oblige, je n'avais pas trop le choix et ce fut l'agro-alimentaire (usine de transformation du lait). C'était difficile au niveau des conditions de travail car j'étais très jeune. Il fallait se battre, mais comment ? En mûrissant, j'ai compris que l'union faisait la force. Je me suis donc engagé dans le syndicalisme en créant une section CFDT à l'ULV (Union Laitière Vitteloise) pour défendre ceux qui souffrent. Puis ce sont des responsabilités aux prud'hommes, à la chambre d'agriculture des Vosges, à la Fédération Générale de l'Agro-alimentaire de la CFDT. Ma conscience socialiste est née. Les années qui suivent sont la marque de mon engagement politique contre un ancrage très fort de la droite et des notables « installés ». Quelques échecs électoraux, bien sûr, mais au final, une reconnaissance des idées socialistes et le succès politique sur un territoire vosgien rural où la droite est réputée « indétrônable ». Ayant un intérêt particulier pour la ruralité, il est naturel que je cherche par tous les moyens à défendre les professions en les entraînant avec moi dans la réflexion.

**PR :** **Justement, pouvez-vous nous dresser un tableau de la situation actuelle ?**

**Christian Franqueville :** Je suis, depuis toujours, au contact de l'agriculture et de ses acteurs. J'ai observé, depuis mon arrivée à la vice-présidence que beaucoup de secteurs évoluent. Je voudrais faire un constat. La Lorraine a été longtemps une terre essentiellement agricole, les grosses industries ne se sont installées qu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, sur un territoire géographiquement restreint. La campagne a donc continué à prospérer, malgré les mouvements de populations. Jusque dans les années 80, aucune crise particulière ne bouleversait la profession. Notre surface agricole s'est maintenue, notre patrimoine forestier n'a pas souffert (nous sommes d'ailleurs la deuxième région de France au niveau de la superficie). La mission qui était de nourrir la France d'après-guerre a été remplie honorablement par les agriculteurs. **Cependant, les aides diverses à la production ont amené une situation de surproduction, sans pour autant consolider les activités agricoles.** La population agricole a vieilli, le foncier s'est considérablement modifié, **les exploitations agricoles ont dû se concentrer pour préserver leur compétitivité**, le cœur de métier s'est déplacé du fait des positions européennes, en particulier la PAC (politique agricole commune).

Face à cet état des lieux rapide, la nouvelle majorité régionale **a souhaité sortir du rôle de guichet que lui avaient assigné nos prédécesseurs. Auparavant, le monde agricole appelait à l'aide,**

la Région intervenait par saupoudrage, de manière électoraliste, sans jamais analyser les véritables problèmes. Nous avons du prendre des dispositions radicales, engager de nouveaux programmes à long terme, contrairement à nos prédécesseurs... Aujourd'hui, nous avons établi, avec tous les acteurs de la profession une véritable charte **d'intervention avec la volonté de permettre à chaque exploitant de pérenniser son activité, dans le respect de l'environnement et des contraintes de qualité.** Le budget a déjà augmenté de 150% car nous voulons replacer la Lorraine dans le peloton de tête des grandes régions agricoles françaises et européennes. Je vous donne deux exemples de nos actions : celui de maintenir l'élevage bovin à un haut niveau par une politique de soutien à la production de viande bovine et de lait en Lorraine en concourant à la modernisation des bâtiments et à la gestion des effluents d'élevage ; et celui de la poursuite d'une politique forte en matière d'installation en agriculture.

**PR :** **Vous avez évoqué la bonne place de la Lorraine pour son patrimoine forestier. Qu'en est-il de l'action régionale dans ce secteur ?**

**Christian Franqueville :** Le Conseil Régional conduit une action continue et cohérente en faveur du développement de la filière bois-forêt. Il a engagé une politique volontaire en matière de développement de la construction bois et entend ainsi privilégier les actions qui permettront un essor significatif de l'emploi du bois dans la construction. La Lorraine est une des premières régions en matière d'offre (près de 20 professionnels présents sur le territoire régional, doublé d'un bon réseau d'entreprises de second œuvre), mais aussi de marché (la construction bois représente près de 13% de la construction individuelle contre 3 à 5% en France). Depuis octobre 2005, 40 bâtiments d'élevage utilisant la vêtue bois ont bénéficié de l'appui du Conseil Régional dans le cadre du plan « bâtiments d'élevage ». Ma responsabilité d'élu socialiste est, non pas de parier sur l'avenir, en fonction des fluctuations des marchés ou de la situation de l'emploi, mais d'anticiper, en installant, dès maintenant les conditions de réussite de projets ambitieux. Elles permettront, en mettant, à chaque fois, tous les acteurs autour d'une même table, de développer la formation, l'emploi, l'ingénierie, les nouveaux matériaux, tous en veillant à la préservation de l'environnement et à la qualité des produits. **L'exemple du plan régional en faveur de la biodiversité que nous avons mis en place en 2005 montre à quel point nous avons la volonté de veiller à la compatibilité entre le bien être de tous les lorrains, la modernité et l'emploi, que nous souhaitons favoriser.**

Pour conclure, je dirais que je suis confiant pour le devenir **de l'agriculture et de la forêt** car elle ne représente pas un secteur d'activité immobile mais bien au contraire une voie de développement, pour l'ensemble des lorrains.



Vosgien d'origine, vosgien de cœur, vosgien il restera.

Christian Franqueville n'aime pas le compromis, pour lui, seule la concertation peut faire avancer les dossiers, les hommes. Pour lui, être socialiste n'est pas antinomique avec la ruralité (actuellement maire de Bulgnéville depuis 1983).

C'est naturellement qu'il est devenu vice-président chargé des interventions économiques en faveur de l'agriculture, de l'industrie forestière et de l'industrie alimentaire.

Son expérience de terrain, ses idées novatrices pour faire changer l'image de l'agriculture et la faire évoluer dans notre monde actuel sont appréciées à la Région.